

vendredi 27 janvier 2023 LE FIGARO

24 ÉCONOMIE

La croissance sauvée par la consommation des Américains

L'activité a rebondi fin 2022 aux États-Unis. La hausse des salaires soutient les achats des ménages.

PIERRE-YVES DUGUA @PDDugua
CORRESPONDANT A WASHINGTON

AMÉRIQUE WASHINGTON, le géant de la distribution, fort de son 1,6 million de salariés, est le premier employeur privé des États-Unis. Aussi, chacune de ses décisions pousse à la fois avoir une incidence sur l'économie du pays, lancer des tendances ou parfois les refléter. Or le groupe vient d'annoncer une majoration du salaire minimum des employés de ses hypermarchés à 14 dollars de l'heure. La décision concerne 21 % des personnels du groupe aux États-Unis, tout particulièrement ceux qui réapprovisionnent les rayons et accueillent la clientèle. En moyenne ils gagneront, à partir du mois de mars, 17 dollars de l'heure, ce qui correspond à une augmentation de 17 %.

À l'image de ce qui se produit chez Walmart, alors que la pire inflation sévissant aux États-Unis depuis plus de quarante ans a traumatisé les Américains tout au long de l'année dernière, les hausses de salaires ont clairement sauvé la consommation. Dans un pays où 70 % du produit intérieur brut (PIB) provient des dépenses des ménages en biens et services, l'incidence sur l'activité est directe. C'est ce qu'on a confirmé les chiffres du PIB pour le dernier trimestre 2022 publiés jeudi.

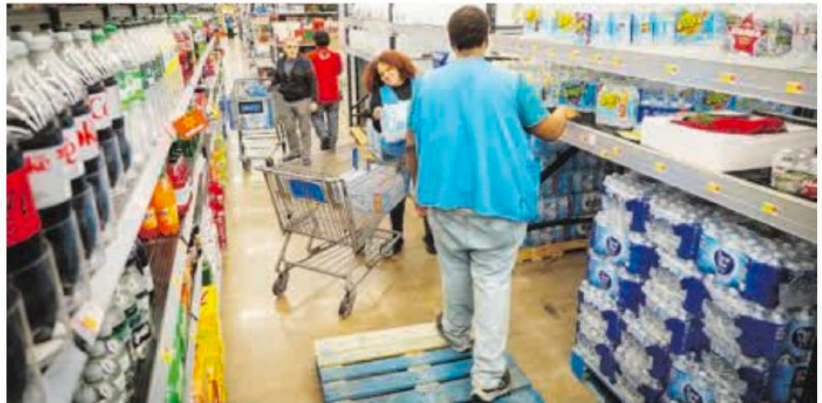
Le PIB a ainsi progressé de 0,7 % au quatrième trimestre par rapport

au trimestre précédent. C'est plus qu'attendu par la plupart des analystes. Le PIB avait déjà rebondi au troisième trimestre. Cette embellie suivait deux trimestres de contraction, autrement dit une récession technique, selon l'une des définitions techniques du concept.

En rythme annualisé, la mesure privilégiée outre-Atlantique, c'est-à-dire en comparant le PIB à celui du trimestre précédent puis en projetant l'évolution sur l'année entière, la croissance atteint 2,9 % au dernier trimestre (voir infographie). Dans un discours tenu à Springfield (Virginie) jeudi, Joe Biden a d'ailleurs salué de « très bonnes nouvelles concernant l'économie américaine ». Et y voit « la preuve que (son) plan économique (...) fonctionne réellement ».

Fidéliser la main-d'œuvre

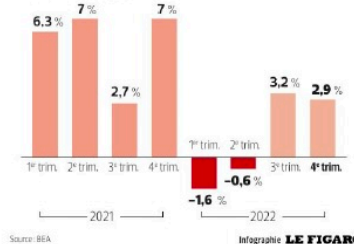
Les hausses de salaires ont manifestement alimenté la croissance en fin d'année. Les rémunérations médianes hebdomadaires des salariés à temps plein en 2022 ont grimpé de 7,4 %. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a été dans le même temps de 7,1 %. Le gain médian de pouvoir d'achat est donc réel, mais minime. Toutefois, les majorations de salaires ont été plus fortes pour les Américains les moins riches, qui, par la force des choses, épargnent moins et consacrent une part plus importante de leurs revenus à la consommation. Selon le département du travail, les



À partir du mois de mars, les salaires des employés qui réapprovisionnent les rayons chez Walmart augmenteront de 17 %.

Un rebond confirmé

Variation du PIB aux États-Unis par trimestre en %, en rythme annualisé



Source: BEA

Infographie LE FIGARO

salaires des Américains qui ne disposent pas d'un diplôme du secondaire, ont bondi de 11,1 % l'an passé. Les jeunes de moins de 24 ans et les Noirs (catégorie distinguée dans les statistiques officielles au même titre que les Latino-Américains ou les Asiatiques) ont ainsi bénéficié des plus fortes progressions de rémunérations.

Le phénomène a certes ralenti au second semestre, notamment en raison du ralentissement de la conjoncture. Pour autant la pénurie de main-d'œuvre, moins aiguë qu'au début de l'année 2022, contrecarre le scénario de récession générale imminente. Fin novembre, on dénombrait encore 10,5 millions d'offres d'emploi non

pourvues, un niveau anormalement élevé, proche des 10,9 millions constatés un an plus tôt.

Les hausses pratiquées chez Walmart sont motivées en partie par l'impératif de retenir une main-d'œuvre peu qualifiée, difficile à fidéliser. Surtout dans un contexte de plein-emploi. Walmart a en effet la réputation de payer moins bien ses employés au bas de l'échelle, en comparaison de son rival Target par exemple, ce qui lui permet de pratiquer ses prix très bas. Walmart est en revanche plus généreux en matière d'aides à l'éducation pour financer une partie des droits de scolarité de ses employés désireux d'acquiescer une formation universitaire.

Outre les hausses de salaires, d'autres raisons expliquent la résilience de la consommation ces derniers mois, notamment le recul de l'épargne. Après avoir thésaurisé durant la pandémie, les Américains ont recommencé à vider leur compte en banque. Le taux d'épargne a plongé de 7,5 % en décembre 2021 à 2,4 % en novembre dernier. Dans le même temps, le recours au crédit à la consommation a bondi de 7,4 %. La demande s'en est trouvée dopée, ce qui a généré de l'inflation puisque l'offre de biens et services a augmenté moins vite que la demande. Il reste qu'en novembre et décembre, la soif de consommation s'est un peu éteinte. Ce qui laisse les économistes partagés sur la tendance pour 2023. ■

Le spectre de la récession pas écarté pour 2023

Finalment, sur l'ensemble de l'année 2022, l'économie américaine aura progressé de 2,1 %. Un rythme plus faible, en toute logique, que le vigoureux rebond de 5,7 % atteint en 2021 après l'année de « grand confinement » provoqué par le Covid-19. La hausse des taux d'intérêt musclée, pratiquée par la Fed, la Banque centrale, pour étouffer l'inflation, n'a pas freiné l'activité ni fait grimper le chômage comme prévu par la théorie économique. Tant que le chômage, actuellement à 3,5 % restera historiquement bas, la consommation, principal moteur de l'économie américaine, se maintiendra. De nombreux

économistes continuent de s'attendre à un ralentissement de l'activité dans les prochains mois. La politique restrictive de la Fed finira alors par se faire ressentir en resserrant les conditions financières. Les ménages auront alors largement puisé dans leur bas de laine accumulé pendant les confinements. Autant d'éléments qui font pencher plusieurs économistes pour une récession, légère, en 2023.

En Espagne, des doutes sur le recul de l'économie souterraine

Les économistes sont divisés sur l'origine de l'important surcroît de recettes budgétaires mesuré l'an dernier.

MATHIEU DE TAILLAC @medetaillac
MADRID

FINANCES PUBLIQUES C'est peut-être un problème de riches, mais il oppose économistes, responsables publics et fonctionnaires des impôts depuis quelques semaines. L'Espagne a augmenté de manière significative ses recettes fiscales en 2021 et en 2022 et les spécialistes peinent à se mettre d'accord sur les raisons de cette embellie budgétaire. La hausse est significative : 15,9 % de janvier à novembre 2022 par rapport à la même période en 2021, et déjà 14,9 % entre 2021 et 2020, a observé le *Financial Times* dans un article qui a ouvert un débat dans le pays.

Une aubaine, évidemment, quand le déficit devait passer de 8,4 % du PIB en 2021 à 5 % en 2022 et alors que la dette publique a dépassé pour la première fois la barre des 1500 milliards d'euros. Mais qui ne résout pas les doutes des observateurs. L'inflation, bien sûr, même contenue à 5,6 % en décembre 2022, peut expliquer une bonne partie de cette hausse des rentrées fiscales. La croissance aussi, largement supérieure à celle des grands pays européens, 5,2 % selon le FMI. Mais un éventuel troisième facteur divise les analystes : une régularisation d'une partie de l'économie souterraine, encouragée par l'essor des paiements électroniques et par les aides publiques distribuées pour résister au Covid et à l'inflation.

Une fois, c'est le ministre de la Sécurité sociale qui l'affirme : « Toute la société a perçu les bénéfices de participer à l'économie formelle, qui accorde de meilleures prestations à ceux qui ont le plus apporté », a déclaré José Luis Escrivá en octobre dernier. Une autre, c'est le secrétaire d'État aux Finances qui enfonce le clou : « Si vous n'êtes pas dans le champ du radar, vous ne bénéficiez pas des aides. » L'Espagne, il est vrai, a un peu de marge. Selon le FMI, son économie informelle représente 17 % du PIB, soit davantage que le Portugal ou la France, mais moins que l'Italie ou la Grèce.

Des régularisations pour toucher les aides

Pour José María Durán, directeur de l'Institut d'Économie de Barcelone (IEB), « l'utilisation croissante des cartes, des paiements par téléphone, par montre connectée ou des applications bancaires donnent une plus grande traçabilité et rendent plus difficile l'option de ne pas déclarer les revenus ». L'utilisation des cartes bancaires, selon Calxabank, leader du marché, a enregistré des taux de croissance entre 10 % et 13 % au cours des trois premiers trimestres 2022. « Et depuis le choc du confinement, les mesures d'aide aux autoentrepreneurs et aux familles sont proportionnelles aux revenus déclarés. Ceux qui ne déclaraient pas, ou qui ne déclaraient qu'une partie, ont vu ce soutien leur échapper », confirme l'économiste.

Sur le marché de l'emploi, la divergence entre les mesures des deux principaux indicateurs est lue par certains analystes comme un autre signal de la régularisation d'activités auparavant non déclarées. En croisant les chiffres de l'équivalent espagnol de Pôle emploi avec l'enquête de l'Institut national des statistiques, un rapport du gouvernement divulgué par El País fait valoir que, sur 850 000 postes créés entre 2019 et 2022, 285 000 correspondraient à des emplois légalisés sur la période. Et représenteraient 2,9 milliards d'euros de cotisations nouvelles.

Julio Ranses Perez, président de l'Association professionnelle des inspecteurs des finances, assure que les sorties de l'économie informelle et les progrès de la lutte

contre la fraude sont confirmés par les rapports annuels de l'Agence des impôts. « Chaque année, les ressources issues des régularisations et des amendes augmentent. C'est le fruit de la modernisation de nos techniques : nous faisons appel au big data, à la géolocalisation. Nous emmenons des informaticiens lors de nos contrôles surprises pour détecter les logiciels de double comptabilité. »

D'autres spécialistes sont plus sceptiques. Ignacio Zubiri, professeur de Finances publiques à l'Université du Pays basque (UPV), juge « suffisants les deux grands facteurs, l'inflation et la croissance » pour expliquer les recettes fiscales supplémentaires. Il démonte les présomptions. « Je veux bien que les régularisations existent, mais

Selon Calxabank, l'utilisation des cartes bancaires (ici, dans une boucherie à Madrid) a enregistré un taux de croissance entre 10 % et 13 % au cours des trois premiers trimestres 2022. BURAK ARKULUT/ANADOLU AGENCY VIA AFP



personne ne dit dans quelle mesure, et je crains que ce ne soit pas significatif. Ce ne sont pas, par exemple, 285 000 actifs dont l'emploi est déclaré qui vont modifier significativement les recettes fiscales. Et pour quelle raison l'Espagne aurait-elle réduit davantage la fraude que ses voisins, qui eux aussi utilisent davantage leurs cartes et ont reçu des aides publiques ? » Zubiri voit dans les déclarations des responsables publics « une forme d'autocongratulation, une façon de dire qu'ils luttent contre la fraude alors que leurs résultats sont limités ».

José María Molinedo, secrétaire général du syndicat des techniciens des finances (Gestha), les fonctionnaires en charge des contrôles fiscaux, nuance pour sa part la portée d'une éventuelle régularisation des pratiques des petites entreprises. « Cela représenterait 10 ou 12 % de l'évasion fiscale. Ce n'est pas un chiffre significatif ». Son syndicat a consulté ses adhérents à travers le pays. « Les contrôles sont semblables à ceux des années précédentes et donnent des résultats similaires. Nous ne voyons pas, sur le terrain, de modification substantielle ». Enthousiastes et sceptiques de l'hypothétique contraction de l'économie informelle se retrouvent au moins sur un constat. La question presque traditionnelle que posent certains prestataires de services en Espagne n'est pas encore prouvée de disparaître : « ¿Con IVA o sin IVA ? Voulez-vous payer avec ou sans la TVA ? » ■